



PRÉFET DE L'ESSONNE

PREFECTURE
 Direction des Relations avec les Collectivités Locales
 Bureau des Enquêtes Publiques, des Activités Foncières et
 Industrielles

ARRÊTÉ PREFECTORAL

n° 2011-PREF-DRCL/ BEPAFI/SSPILL/ 272 du 15 juin 2011

- ⇒ portant déclaration d'utilité publique :
 - pour l'instauration des périmètres de protection autour de la prise d'eau en Seine (BSS 02197X0290) de l'usine de production d'eau potable de Viry-Châtillon située sur la commune de VIRY CHATILLON et des servitudes y afférentes,
- ⇒ portant autorisations :
 - de prélever et rejeter les eaux en Seine selon les articles L214-1 à L214-6 du Code de l'environnement,

au profit de la Société Eau et Force

**LE PRÉFET DE L'ESSONNE,
 Chevalier de la Légion d'Honneur
 Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10, R.1321-1 à R.1321-63 et les articles L.1324-3 et L.1324-4,

VU le Code de l'Environnement, notamment les articles L.210-1, L.211-1 et L.211-5, L.214-1, L.214-6, L.216-1, L.216-3 et L.216-4, L.514-6, et les articles R.214-1 à R.214-56, R.216-12,

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L11-1 et R11-3 à R11-14,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment, les articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-3,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L.2124-13, et les articles L.2125-1 à L.2125-7,

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, notamment l'article 132,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret n°2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin modifié par le décret n°2007-397 du 22 mars 2007,

VU le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n°2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Ile-de-France,

VU le décret du 23 décembre 2010 portant nomination de M. Michel FUZEAU, préfet hors cadre, en qualité de Préfet de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n°2011-PREF-MC-006 du 10 Janvier 2011 portant délégation de signature à M. Pascal SANJUAN, Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'Environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié,

VU l'arrêté n°2009-1531 du 20 novembre 2009 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures,

VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine,

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique en date du 8 juin 2008,

VU les dossiers transmis par la société Eau du Sud Parisien, parvenus en Préfecture le 11 septembre 2008, complétés par courrier reçu les 27 novembre 2009 et 16 avril 2010,

VU l'avis du Service de Navigation de la Seine en date du 13 février 2009,

VU l'avis du Bureau des Affaires Foncières et des Dotations de l'Etat de la Direction des Relations avec les Collectivités Locales du 6 mai 2010,

VU les avis du service santé environnement de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et

Sociales de l'Essonne, devenu Délégation Territoriale de l'Essonne l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France , en date des 15 décembre 2009, 25 mars 2010 et 1^{er} juin 2010,

VU la décision n°E 10000132/78 du Tribunal Administratif de Versailles en date du 6 octobre 2010 désignant Monsieur Henri BERNARD en qualité de commissaire enquêteur unique,

VU le courrier du 6 octobre 2010 de la Société Eau et Force, dont le siège social est situé 300 rue Paul Vaillant Couturier à Nanterre (92000), demandant à être le bénéficiaire du présent arrêté préfectoral concernant les demandes susvisées déposées par Eau du Sud Parisien,

VU l'arrêté préfectoral n°2010-PREF-DCRCL/476 du 14 octobre 2010 portant ouverture d'enquêtes publiques conjointes dont l'objet est susvisé,

VU les résultats des enquêtes publiques conjointes qui se sont déroulées du 8 novembre 2010 au 30 novembre 2010 inclus,

VU l'avis favorable du conseil municipal de Viry-Châtillon dans sa séance du 16 décembre 2010,

VU l'avis favorable du conseil municipal de Draveil dans sa séance du 13 décembre 2010,

VU les rapports et les conclusions du commissaire enquêteur en date des 8 et 14 janvier 2011, émettant un avis favorable à la déclaration d'utilité publique et à l'autorisation d'exploitation,

VU l'arrêté préfectoral n°2011.PREF.DRCL/BEPAFI/SSPILL/184 du 18 avril 2011 portant prorogation de délai pour statuer,

VU le rapport de la Délégation Territoriale de l'Essonne de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France et de l'Unité Territoriale Eau - Axes Paris Proche Couronne, et de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie du 19 mai 2011,

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de l'Essonne dans sa séance du 19 mai 2011,

VU le projet d'arrêté préfectoral notifié à la Société Eau et Force le 24 mai 2011,

VU l'accord de la Société Eau et Force du 6 juin 2011 sur le projet notifié le 24 mai 2011,

CONSIDÉRANT qu'il importe de préserver la santé de l'homme notamment en matière d'alimentation en eau destinée à la consommation humaine et que la mise en place des périmètres de protection constitue l'un des éléments concourant à ce but,

CONSIDÉRANT que quiconque offre au public de l'eau en vue de l'alimentation humaine, à titre onéreux ou à titre gratuit et sous quelque forme que ce soit, y compris la glace alimentaire, est tenu de s'assurer que cette eau est propre à la consommation,

CONSIDÉRANT que l'opération projetée est compatible avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin de la Seine et des cours d'eaux côtiers normands,

CONSIDÉRANT que les caractéristiques de l'opération, respectent les intérêts mentionnés à l'article L210-1 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que les collectivités ayant émis un avis favorable à la demande de DUP de l'usine de Viry-Châtillon, par délibération municipale, représentent 65% de la population desservie,

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne,

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Objet du présent arrêté

Les dispositions du présent arrêté ont pour objet :

⇒ la Déclaration d'Utilité Publique pour l'instauration des périmètres de protection autour de la prise d'eau en Seine de l'usine d'eau potable de Viry-Châtillon située sur la commune de VIRY CHATILLON et des servitudes y afférentes,

⇒ l'autorisation de prélever et de rejeter les eaux en Seine de l'usine d'eau potable située sur la commune de Viry-Châtillon.

ARTICLE 2 : Caractéristiques de la prise d'eau en Seine

La prise d'eau en Seine de l'usine d'eau potable de Viry-Châtillon (BSS 02197X0290), est implantée dans la parcelle cadastrée n° 16 section AR de la commune de Viry-Châtillon.

Les coordonnées topographiques de la prise d'eau exprimées en Lambert zone II étendue sont :
X = 604 009 m, Y = 2 408 618 m,
PK navigation : 144,362

TITRE I – DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

ARTICLE 3 :

Est déclarée d'utilité publique, au profit de la Société Eau et Force (300 rue Paul Vaillant Couturier, 92 000 Nanterre), également dénommée « le bénéficiaire des servitudes » :

- la création des périmètres de protection immédiate, et rapprochée autour de la prise d'eau en Seine de l'usine de production d'eau potable de Viry-Châtillon (BSS 02197X0290).

ARTICLE 4 : Instauration des périmètres de protection

Il est établi autour de l'ouvrage des périmètres de protection immédiate et rapprochée délimités conformément aux indications du plan et de l'état parcellaire annexés au présent arrêté.

Article 4-1 : Dispositions communes aux périmètres de protection immédiate, et rapprochée

- I. Postérieurement à la date de publication du présent arrêté, tout propriétaire ou gestionnaire d'un terrain, d'une installation, d'une activité, d'un ouvrage ou d'une occupation du sol réglementée qui voudrait y apporter une modification, devra faire connaître son intention au

Préfet de l'Essonne en précisant les caractéristiques de son projet, et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau, ainsi que les dispositions prévues pour parer aux risques précités. Il aura à fournir à ses frais tous les renseignements susceptibles de lui être demandés, en particulier l'avis d'un hydrogéologue agréé.

- II. Toutes mesures devront être prises pour que la société Eau et Force et son exploitant Eau du Sud Parisien, le Préfet de l'Essonne, le service de la police de l'eau de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie et l'Agence Régionale de Santé soient avisés sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection, y compris sur les portions de voies de communication traversant ou jouxtant les périmètres de protection.
- III. La création de tout nouvel ouvrage destiné à l'alimentation en eau potable devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation au titre des Codes de l'Environnement et de la Santé Publique, et d'une nouvelle déclaration d'utilité publique.

Article 4-2 : Périmètre de protection immédiate

Il est constitué par deux périmètres disjoints :

- la prise d'eau, parcelle clôturée et fermée, située en rive gauche de la Seine, dans la parcelle cadastrée n° 16 section AR de la commune de Viry-Châtillon;
- l'usine de traitement, parcelle n°33 section AR du cadastre de la commune de Viry-Châtillon.

Le périmètre du site de l'usine de traitement est clos, fermé à clé par un portail de 2 mètres de haut au minimum, inaccessible au public et équipé d'une alarme anti-intrusion rapportée.

Pour le cas de la prise d'eau en Seine, qui se trouvent sur le domaine de l'État, il existe une convention d'occupation établie selon les termes de l'article L.51-1 du Code du domaine de l'État.

A l'intérieur du périmètre de protection immédiate :

- Les activités, circulations, constructions, stockages ou dépôts qui ne sont pas strictement nécessaires pour l'exploitation et l'entretien des installations de captage et de traitement sont interdites.
- Le parcage et pacage d'animaux sont interdits ainsi que l'épandage de tout engrais aussi bien chimique que naturel, et de toute substance comportant des produits désherbants, des hydrocarbures, ou toute matière pouvant être considérée comme polluante.
- Les terrains des périmètres immédiats seront entretenus régulièrement et désherbés mécaniquement, en particulier en berge. L'intégrité parfaite de la clôture devra être maintenue.
- Au niveau de la prise d'eau, le pétitionnaire devra mettre en place un balisage destiné à éviter la circulation ou le stationnement de tout engin flottant à proximité immédiate de la prise d'eau, ainsi qu'un barrage flottant.

Article 4-3 : Périmètre de protection rapprochée A et B (PPRA et PPRB)

La délimitation du périmètre de protection rapprochée correspond à une zone tampon (PPRA) et une zone complémentaire (PPRB), selon le plan annexé au présent arrêté.

4-3-1. Délimitation des zones de périmètre de protection rapprochée A (PPRA)

Le périmètre de protection rapprochée A concerne la Seine et l'ensemble des parcelles situées sur les communes de Draveil (91210), Grigny (91350), et Ris-Orangis (91130), et Viry-Châtillon (91170), selon le plan annexé au présent arrêté.

Le périmètre de protection rapprochée A comprend également les plans d'eau de l'Orme des Mazières, du Port aux malades, situés sur la commune de Draveil et les étangs de Viry-Grigny.

4-3-2. Prescriptions dans le périmètre de protection rapprochée A (PPRA)

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée PPRA sont interdites les activités suivantes :

- la création de toute nouvelle installation de transit, stockage et/ou traitement de déchets, que ce soit à l'air libre ou sous tous moyens de protection, de matériaux inertes ou non inertes, et tout dépôt sauvage de déchets,
- excepté les stockages permanents d'hydrocarbures, l'implantation ou l'extension de toute ICPE, soumise à autorisation et présentant un risque d'atteinte à la qualité de l'eau de la Seine,
- les rejets nouveaux ou modifiés des ICPE existantes soumises à autorisation présentant un risque d'atteinte à la qualité de l'eau en Seine,
- toute création ou extension d'un stockage permanent d'hydrocarbures, à l'exception des projets d'extension ayant déjà donné lieu à dépôt d'une demande d'autorisation et avis des services de l'État antérieurement au présent arrêté de DUP,
- l'ouverture de carrières et l'exploitation de granulats,
- tous nouveaux épandages superficiels, déversements ou rejets dans le sous-sol par puits, puits dits filtrants, anciens puits, excavations, d'eaux usées, d'eaux vannes, de lisiers, de boues de stations d'épuration, de matières de vidange, etc.,
- tout rejet d'eaux usées (nouveau ou faisant l'objet de modification ou de réaménagement) dépassant le seuil de déclaration (article R.214-1 du Code de l'Environnement, Livre II, Titre 1^{er}),
- tout rejet d'eaux pluviales (nouveau ou faisant l'objet de modification ou de réaménagement) issu d'une zone drainée d'une superficie totale supérieure à 1 ha, et dont le débit de fuite excède 2 L/s/ha,
- la création de toute canalisation d'hydrocarbures ou de produits chimiques dépassant le seuil de déclaration ainsi que le transport d'hydrocarbures et de produits dangereux sur les voies de berges, hormis pour l'alimentation des résidences et des industries riveraines.
- tout rejet dans la Seine d'effluents issus de l'assainissement autonome pour les constructions neuves,
- le camping-caravaning ou les constructions non soumises à permis de construire et utilisées comme habitation, ainsi que les aires de séjour, même temporaires,
- l'utilisation d'engrais, de produits phytosanitaires et autres biocides pour l'entretien des voies, des berges de la Seine, des voies ferrées, et des espaces verts publics ou privés (désherbage, lutte contre les nuisibles), et tout stockage de tels produits, excepté dans le cas où la mise en œuvre des techniques alternatives respectueuses de l'environnement n'est pas possible, auquel

cas l'utilisation de ces produits devra respecter le code des Bonnes Pratiques Agricoles (annexe de l'arrêté du 22 novembre 1993, JO du 5 janvier 1994),

- la création de cimetière.

En rive gauche de la Seine

- le stationnement de tout bateau, navire, engin flottant ou établissement flottant en rive gauche de la Seine, quelle que soit la durée, de 150 m à l'amont à 50 m à l'aval de la prise d'eau de l'usine de Viry-Châtillon; cette interdiction devra être matérialisée par Eau et Force avec des panneaux appropriés,
- le stationnement de plus de 48 h de tout bateau, navire, engin flottant ou établissement flottant à partir 1500 m (30 min) à l'amont de la prise d'eau et jusqu'à 150 m à l'amont de celle-ci.

En rive droite de la Seine

- le stationnement de plus de 48 h de tout bateau, navire, engin flottant ou établissement flottant de 1500 m (30 min) à l'amont de la prise d'eau et jusqu'à la hauteur de celle-ci sur la rive opposée, sauf à respecter les conditions suivantes :
 - aucun hydrocarbure liquide ou substances dangereuses pour le milieu aquatique à bord, à l'exception du carburant nécessaire à la propulsion,
 - aucune opération d'entretien sur place,
 - aucune utilisation de produit phytosanitaire à bord,
 - aucun rejet d'eaux usées et/ou d'eaux vannes dans le milieu naturel.

Y sont réglementées les activités suivantes :

- l'occupation du domaine public fluvial supérieure à un mois par un bateau, un navire, un engin flottant ou un établissement flottant ne pourra être autorisée que dans les zones délimitées, après accord du Maire de la commune sur le territoire de laquelle se trouvent ces zones, selon l'article L.2124-13 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ; ces dispositions ne s'appliquent pas aux bateaux, navires, engins flottants ou établissements flottants nécessaires à l'entretien ou à la conservation du domaine public fluvial, ou à la sécurité de la navigation fluviale,
- tout projet de création ou d'extension d'une ICPE soumis à déclaration sera communiqué, après examen par la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie, et pour avis, aux services instructeurs en charge de la protection des captages et prise d'eau potable, et à ceux en charge de la police de l'eau. Ces avis seront communiqués à la Direction Départementale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie qui proposera si nécessaire au regard des éléments fournis par les deux services précités, des prescriptions spéciales pour encadrer l'établissement.
- tout nouveau stockage de produits susceptibles de présenter un risque de pollution pour le milieu naturel, y compris en cas d'inondation, devra être sécurisé et pourvu d'une capacité de rétention au moins égale à 100% du volume stocké pour les produits liquides, et d'un volume suffisant pour empêcher tout entraînement en Seine pour les produits solides,
- l'implantation de lotissement et la construction d'habitations sera soumise à avis préfectoral,
- les excavations temporaires nécessitées par la réalisation de travaux devront être comblées avec des matériaux naturels, inertes, non souillés et insolubles.

➤ Les étangs et plans d'eau connectés en permanence ou temporairement avec la Seine, situés dans la zone A, devront être entretenus et faire l'objet d'une surveillance régulière par leur gestionnaire. En cas de pollution, un dispositif de barrière anti-pollution devra être mis en place, par les gestionnaires, à l'exutoire des étangs et plans d'eau de Draveil (Port aux Malades, Ormes des Mazières) et de Viry-Grigny, ainsi que l'activation de la vanne des étangs de Viry-Grigny.

4-3-3. Délimitation des zones de périmètre de protection rapprochée B (PPRB)

Le périmètre de protection rapprochée B concerne la Seine et ses berges sur les communes d'Évry (91000), Ris-Orangis (91130) et Soisy-sur-Seine (91450), selon le plan annexé au présent arrêté.

La zone B concerne la Seine ainsi que le domaine public fluvial, la voie de halage et de contre-halage lorsqu'elle existe. Sa limite aval se situe au raccordement de la zone A et sa limite amont à l'écluse d'Évry.

4-3-4. Prescriptions dans le périmètre de protection rapprochée B (PPRB)

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée **PPRB** sont **interdites** les activités suivantes :

- la création de toute nouvelle installation de transit, stockage et/ou traitement de déchets, que ce soit à l'air libre ou sous tous moyens de protection, de matériaux inertes ou non inertes, et tout dépôt sauvage de déchets,
- le transport d'hydrocarbures et de produits dangereux sur les voies de berges, hormis pour l'alimentation des résidences et des industries riveraines,
- tout rejet d'eaux usées (nouveau ou faisant l'objet de modification ou de réaménagement) dépassant le seuil de l'autorisation de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement,
- tout rejet d'eaux pluviales (nouveau ou faisant l'objet de modification ou de réaménagement) issu d'une zone drainée d'une superficie totale supérieure au seuil d'autorisation, et dont le débit de fuite excède 2 L/s/ha, ou 1 L/s/ha en ce qui concerne les rejets soumis au SAGE Orge-Yvette;
- l'utilisation d'engrais, de produits phytosanitaires et autres biocides pour l'entretien des axes de circulations, des berges de la Seine (désherbage, lutte contre les nuisibles) et tout stockage de tels produits sur les berges, excepté dans le cas où la mise en œuvre des techniques alternatives respectueuses de l'environnement n'est pas possible, auquel cas l'utilisation de ces produits devra respecter le code des Bonnes Pratiques Agricoles (annexe de l'arrêté du 22 novembre 1993, JO du 5 janvier 1994).

ARTICLE 5 : Prescriptions particulières communes dans le PPRA et PPRB

- toute nouvelle installation de transbordement ou de déchargement de péniches devra faire l'objet de prescriptions spéciales de la part de Voies Navigables de France ou de Port Autonome de Paris si elle présente un risque de pollution pour la Seine,
- dans le cadre des programmes d'entretien pluriannuel des voies navigables, Voies Navigables de France devra informer préalablement Eau et Force et Eau du Sud Parisien de ses travaux ; il en est de même pour les travaux de curage de l'Orge,

- les stations de décharge des ouvrages de collecte des eaux résiduaires urbaines devront faire l'objet d'un plan d'alerte prévoyant d'informer au plus tôt Eau et Force et Eau du Sud Parisien en cas de délestage accidentel dans la Seine ou l'Orge,
- tous les ouvrages pluviaux devront faire l'objet d'un plan d'alerte prévoyant d'informer au plus tôt Eau et Force et Eau du Sud Parisien pour prévenir d'éventuelles pollutions accidentelles, y compris en cas d'incendie,
- toute industrie potentiellement polluante pour la Seine devra désigner auprès du Préfet, un correspondant qualité des eaux en charge de signaler tout dysfonctionnement dans le système de traitement des eaux, ainsi que toute pollution ponctuelle, dont les coordonnées seront communiquées à la Personne Responsable de la Production et de la Distribution de l'Eau (PRPDE) ;
- la mise à jour des arrêtés préfectoraux des installations, activités et autres ouvrages soumis à autorisation sera effectuée au regard des servitudes afférentes aux périmètres de protection définies dans le présent arrêté, qui devront être annexées au Plan Local d'Urbanisme dans les conditions définies aux articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-3 du Code de l'Urbanisme.

D'une manière générale, et en sus des prescriptions strictement applicables dans les périmètres, il est recommandé :

- que la PRPDE soit consultée lors de l'instruction des dossiers d'autorisation ICPE, dont les rejets situés sur le réseau hydrographique en amont du périmètre de protection rapprochée, notamment dans les communes de Corbeil-Essonnes, Draveil, Etiolles, Évry, Grigny, Ris-Orangis, Soisy-sur-Seine, et Viry-Châtillon, sont susceptibles de nuire à la qualité de la ressource en eau au droit de la prise d'eau de l'usine de Viry-Châtillon,
- que les maires des communes situées sur l'emprise des périmètres de protection de l'usine consultent pour avis, dans le cadre de l'élaboration, de la révision ou de la modification de leurs Plans Locaux d'Urbanisme, la PRPDE,
- que tout nouveau rejet situé sur le réseau hydrographique en amont du périmètre de protection rapprochée, notamment dans les communes de Corbeil-Essonnes, Draveil, Etiolles, Évry, Grigny, Ris-Orangis, Soisy-sur-Seine, et Viry-Châtillon, soit compatible avec les exigences de qualité des eaux potabilisables au droit de la prise d'eau de l'usine de Viry-Châtillon,
- que les industriels situés en zone inondable prennent les mesures préventives nécessaires afin d'éviter l'entraînement de substances provenant de leur site et pouvant nuire à la production et à l'alimentation en eau potable à partir de l'usine de Viry-Châtillon ;
- que tout syndicat intercommunal ou collectivité territoriale chargée de l'assainissement, consulte pour avis la PRPDE, en cas de délestage programmé d'eaux usées.

ARTICLE 6 :

Sont instituées au profit de la société Eau et Force les servitudes grevant les terrains compris dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée définies à l'article 4 du présent arrêté.

Le bénéficiaire du présent acte de déclaration d'utilité publique et d'autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté, y compris des servitudes dans les périmètres de protection.

Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupations du sol existants, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum de 2 ans, sauf mention particulière précisée aux articles concernés.

**TITRE II - AUTORISATION AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
(ARTICLES L.214-1 À L.214-6)**

ARTICLE 7 :

La société Eau et Force, ci après dénommée « le bénéficiaire de l'autorisation » est autorisée à :

- prélever l'eau brute en Seine,
- rejeter en Seine les eaux pluviales issues de l'usine de traitement d'eau potable de Viry-Châtillon,

dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur conformément aux éléments techniques figurant dans le dossier de demande d'autorisation et les pièces annexes, et en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

Tout projet de modification des dispositifs de prélèvement de leurs caractéristiques et des rejets doit être signalé au service en charge de la police de l'eau et au préfet.

La création d'autres ouvrages devra faire l'objet d'une autorisation préfectorale complémentaire.

L'ensemble des opérations prévues par le dossier de demande d'autorisation relève des rubriques suivantes de la nomenclature des opérations soumises à déclaration ou autorisation en application de l'article R.214-1 du code de l'environnement :

| Rubrique | Intitulé | | Régime |
|----------|--|---|--------------|
| 1.2.2.0 | A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L.214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, dans un cours d'eau, sa nappe d'accompagnement ou un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou de cette nappe, lorsque le débit du cours d'eau en période d'étiage résulte, pour plus de moitié, d'une réalimentation artificielle. Toutefois, en ce qui concerne la Seine, la Loire, la Marne et l'Yonne, il n'y a lieu à autorisation que lorsque la capacité du prélèvement est supérieure à 80 m³/h | Prélèvement en Seine de 4500 m³/h | Autorisation |
| 2.1.5.0 | Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha. | La surface concernée est de 2,27 ha | Déclaration |

Le bénéficiaire de l'autorisation sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir sur la police des eaux, le mode de distribution ou le partage des eaux.

ARTICLE 8 : Prescriptions imposées aux ouvrages de prélèvement

Article 8-1 : Emplacement et description des ouvrages :

L'eau brute est prélevée en Seine, rive gauche, au point kilométrique navigation 144,362 sur la commune de Viry-Châtillon.

Les coordonnées Lambert II de ce point de prélèvement est le suivant : $x = 604\ 009$ et $y = 2\ 408\ 618$.

Article 8-2 : Prescriptions particulières :

Les ouvrages seront équipés de grilles à gros barreaux espacés de 2,5 cm au niveau de la prise d'eau.

Article 8-3 : Débits prélevés

Les débits maximums d'exploitation autorisés sont les suivants :

- débit de prélèvement maximum en instantané de $4\ 500\ \text{m}^3/\text{h}$,
- débit de prélèvement maximum journalier de $96\ 000\ \text{m}^3/\text{j}$,
- débit de prélèvement maximum annuel de $35\ 040\ 000\ \text{m}^3/\text{an}$.

Toute augmentation de débit devra faire l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire après avis d'un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique.

Le préfet peut par ailleurs limiter les usages de l'eau pour faire face, notamment, à une menace ou aux conséquences d'accidents de sécheresse, d'inondation ou de risque de pénurie.

Article 8-4 : Débit réservé :

Le débit réservé, valeur de débit minimal à garantir en aval de la prise d'eau, est de $21,8\ \text{m}^3/\text{s}$.

Le débit à l'aval de l'usine ne devra pas tomber au dessous du débit réservé du fait des prélèvements nets de celle-ci.

ARTICLE 9 : Prescriptions imposées à la gestion des eaux du site :

Article 9-1 : Gestion des effluents :

Article 9-1-1 : Rejet dans le réseau

Sont rejetés dans le réseau d'assainissement du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Vallée de l'Orge Aval (SIVOA) :

- les eaux usées domestiques générées par l'usine d'eau potable ;
- les boues extraites des concentrateurs des décanteurs, après transit dans un réservoir tampon sur le site de l'usine d'eau potable.

Ces rejets dans le réseau du SIVOA doivent faire l'objet d'une autorisation de déversement conformément aux dispositions de l'article L.1331-10 du code de la santé publique.

Article 9-1-2 : Eau de lavages des filtres

Les eaux de lavages des filtres sont récupérées dans une bache et sont recyclées en amont des décanteurs à un débit n'excédant pas 15% du débit d'exhaure.

Article 9-1-3 : Rejet d'effluents

Tout rejet d'effluents, issu de la filière de traitement de l'usine d'eau potable, en Seine ou dans le bras droit canalisé de l'Orge, est interdit.

Article 9-2 : Gestion des eaux pluviales :

Article 9-2-1 : Emplacement et descriptions des ouvrages

L'usine est équipée de 2 réseaux de collecte des eaux pluviales : un réseau de collecte se déverse dans la Morte Rivière, bras droit canalisé de l'Orge, (trois exutoires) et l'autre en Seine (un exutoire).

Ces rejets sont situés à l'aval de la prise d'eau.

Les caractéristiques des exutoires de ces réseaux sont présentées dans le tableau suivant :

| Coordonnées Lambert II étendue | Origine des eaux pluviales |
|--|---|
| En Seine : X = 604 012 ; Y = 2 408 610 | Eaux pluviales de l'usine et de la voirie interne à l'usine |
| Dans la Morte Rivière : rejet n°1 : X = 603 842 ; Y = 2 408 590 rejet n°2 : X = 607 852 ; Y = 2 408 595 rejet n°3 : X = 607 872 ; Y = 2 408 605 | Eaux pluviales de l'usine et de la voirie interne à l'usine |

Article 9-2-2 : Prescriptions particulières :

Les ouvrages ne doivent pas faire saillie en rivière, ni entraver l'écoulement des eaux, ni retenir des corps flottants.

Article 9-2-3 : Conditions de rejet

Par temps sec, le débit aux exutoires doit être nul.

Les rejets d'eaux pluviales susvisés doivent respecter les normes suivantes :

| Paramètre | Concentration maximale instantanée (mg/l) |
|---------------|---|
| MES | 30 |
| DCO | 50 |
| Hydrocarbures | 5 |

La température instantanée doit être inférieure à 28° C.

Le pH doit être compris entre 6,5 et 8,5.

La couleur de l'effluent ne doit pas entraîner une modification de couleur du milieu récepteur supérieure à 100 mg Pt/l.

Le rejet ne doit pas contenir de substances capables d'entraîner la destruction du poisson et gêner la reproduction du poisson ou de la faune benthique ou présenter un caractère létal à leur rencontre en mélange partiel avec les eaux réceptrices à 50 mètres en aval du point de rejet (en tout point de la section transversale du cours d'eau).

L'effluent ne doit dégager aucune odeur putride ou ammoniacale avant ou après cinq jours d'incubation à 20° C.

Il est interdit de rejeter dans le milieu des eaux pluviales polluées.

Le débit de ces exutoires doit être régulé : leur débit de fuite maximum devra être de 2,3 l/s.

ARTICLE 10 : Conditions de contrôle et d'auto surveillance

Les ouvrages de prélèvement et de rejet seront régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau superficielle.

Tout projet de modification des dispositifs de prélèvement et de rejet en Seine, de leurs caractéristiques, doit être signalé au service en charge de la police de l'eau.

Article 10-1 : Contrôle des prélèvements

Conformément aux dispositions de l'article L.214-8 du Code de l'Environnement, l'installation devra être pourvue de moyens de mesure ou d'évaluation appropriés permettant de vérifier en permanence les valeurs de débits et volumes prélevés. L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de les tenir à la disposition de l'autorité administrative. Les résultats de ces mesures doivent être communiqués annuellement au service en charge de la police de l'eau.

Article 10-2 : Autosurveillance des volumes prélevés

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'installer un dispositif de comptage volumétrique à chaque point de prélèvement. Il relève les prélèvements journaliers sur un registre qu'il laisse à la disposition des autorités administratives.

Les résultats doivent être communiqués annuellement au service en charge de la police de l'eau. L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de les tenir à la disposition de l'autorité administrative.

Les dispositifs de comptage doivent être régulièrement entretenus aux frais du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 10-3 : Autosurveillance des rejets des eaux pluviales

Le suivi des paramètres soumis à autosurveillance mentionnées à l'article 9.2.3 est réalisé de manière semestrielle.

Les résultats sont tenus à la disposition de l'autorité administrative et conservés pendant trois ans.

Article 10-4 : Station d'alerte

La qualité de l'eau de la Seine est suivie et mesurée en continue à l'aide de deux stations d'alerte :

- la station d'Évry, située en rive gauche de la Seine, aux coordonnées Lambert II étendu, X = 607 510 et Y = 2 405 440,
- la station de Nandy, située en rive droite de la Seine, aux coordonnées Lambert II étendu, X = 615 342,6 et Y = 2 397 082,6.

Dès qu'une pollution est signalée ou détectée, le bénéficiaire de l'autorisation anticipe l'arrivée du flux polluant au droit des installations de prises d'eau et évalue à l'avance son intensité et sa durée. En cas de pollution accidentelle, le principe de précaution maximum est assuré : les prélèvements d'eau en Seine seront arrêtés.

ARTICLE 11 : Déclaration des incidents ou accidents

Conformément à l'article L.211-5 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le Préfet de l'Essonne, le bénéficiaire de l'autorisation devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ces conséquences et y remédier.

ARTICLE 12: Transmission de l'autorisation et abandon des ouvrages de prélèvement et rejet

Conformément à l'article R.214-45 du code de l'environnement, lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au Préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la demande d'autorisation, d'un ouvrage ou d'une installation, doit faire l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du Préfet, dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation. Il est donné acte de cette déclaration.

ARTICLE 13 : Durée de validité de l'autorisation au titre du code de l'environnement

L'autorisation d'exploiter la prise d'eau en Seine de l'usine d'eau potable Viry-Châtillon (code BSS 02197X0290) située sur la commune de Viry-Châtillon, délivrée au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement, est accordée pour une durée de trente (30) ans à partir de la notification du présent arrêté.

S'il souhaite en obtenir le renouvellement, le bénéficiaire de l'autorisation, devra adresser au préfet, dans un délai de deux ans au plus et de six mois au moins avant la date d'expiration, une demande dans les conditions de forme et de contenu définis à l'article R.214-20 du code de l'environnement.

ARTICLE 14 : Suspension de l'autorisation

En application de l'article L.214-4 du code de l'environnement, si, à quelque époque que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général ou de salubrité publique de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le bénéficiaire de l'autorisation ne pourrait demander aucune justification ni réclamer aucune indemnité.

En cas de retrait ou de suspension d'autorisation, ou de mesure d'interdiction d'utilisation, de mise hors service ou de suppression, l'exploitant ou, à défaut, le propriétaire de l'ouvrage, de l'installation ou de l'aménagement concerné ou le responsable de l'opération est tenu, jusqu'à la remise en service, la reprise de l'activité ou la remise en état des lieux, de prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer la surveillance de l'ouvrage, de l'installation ou du chantier, l'écoulement

des eaux et la conservation ou l'élimination des matières polluantes dont il avait la garde ou à l'accumulation desquelles il a contribué et qui sont susceptibles d'être véhiculées par l'eau.

ARTICLE 15 : Remise en service des ouvrages en cas d'accident

Conformément à l'article R.214-47 du code de l'environnement, le Préfet de l'Essonne peut décider que la remise en service de l'ouvrage, d'une installation, d'un aménagement momentanément hors d'usage pour une raison accidentelle, est subordonnée, selon le cas, à une nouvelle autorisation, si la remise en service entraîne des modifications de l'ouvrage, de l'installation de l'aménagement, ou des modifications de son fonctionnement ou de son exploitation, ou si l'accident est révélateur de risques insuffisamment pris en compte initialement.

TITRE III - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 16 :

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité, ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable d'un ou plusieurs éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, **avant sa réalisation**, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions notamment de l'article R.214-18 du Code de l'Environnement et des articles R.1321-11 et R.1321-12 du Code de la Santé Publique.

Si ces dispositions venaient à modifier substantiellement les conditions de l'autorisation, elles ne pourraient être autorisées qu'après l'accomplissement des formalités semblables à celles qui ont précédé le présent arrêté.

ARTICLE 17 : Notification et Publicité

Le présent arrêté sera notifié sans délai à la Société Eau et Force, et aux maires de Draveil, Évry, Grigny, Ris-Orangis, Soisy-sur-Seine et Viry-Châtillon.

Il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne et affiché à la mairie de Draveil, Évry, Grigny, Ris-Orangis, Soisy-sur-Seine et Viry-Châtillon pendant au moins deux mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les maires et adressé au Préfet de l'Essonne.

Une mention de cet affichage sera insérée, par les soins du Préfet de l'Essonne et aux frais de la Société Eau et Force, dans deux journaux locaux, diffusés dans le département : "Le Parisien - édition Essonne" et "Le Républicain".

Le bénéficiaire des servitudes devra adresser un extrait du présent arrêté à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Les maires de Draveil, Évry, Grigny, Ris-Orangis, Soisy-sur-Seine et Viry-Châtillon conserveront l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivreront à toute personne qui le demandera les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les maires de Draveil, Évry, Grigny, Ris-Orangis, Soisy-sur-Seine et Viry-Châtillon devront annexer au Plan Local d'Urbanisme les servitudes afférentes aux périmètres de protection mentionnés à l'article 4 du présent acte. Si cette formalité n'a pas été effectuée dans un délai de trois mois, le Préfet de l'Essonne y procédera d'office.

Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, Eau et Force transmettra au Préfet de l'Essonne, une note sur l'accomplissement des formalités de notification aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée.

Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, les maires de Draveil, Évry, Grigny, Ris-Orangis, Soisy-sur-Seine et Viry-Châtillon transmettront au Préfet, une note sur l'accomplissement des formalités d'insertion des dispositions de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

Les maires de Draveil, Évry, Grigny, Ris-Orangis, Soisy-sur-Seine et Viry-Châtillon devront communiquer à la Direction Départementale des Finances Publiques l'annexe du Plan Local d'Urbanisme consacrée aux servitudes d'utilité publique rattachées à la présente déclaration d'utilité publique.

ARTICLE 18 :

La société Eau et Force mettra en œuvre les servitudes prescrites par le présent arrêté, et devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers de l'eau, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Lesdites indemnités seront fixées par accords amiables entre les parties ou à défaut comme en matière d'expropriation.

ARTICLE 19 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent strictement réservés.

ARTICLE 20 : Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages (articles L.1324-3 et L.1324-4 du Code de la Santé Publique)

- **Non-respect de la déclaration d'utilité publique**

En application de l'article L.1324-3 du Code de la Santé Publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

- **Dégradation, pollution d'ouvrages**

En application de l'article L.1324-4 du Code de la Santé Publique le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

ARTICLE 21 : Sanctions administratives et pénales (Code de l'Environnement)

Le non-respect des prescriptions du présent arrêté entraîne les sanctions administratives prévues à l'article L.216-1 du code de l'environnement, les amendes prévues pour les contraventions de 5^{ème} classe de l'article R.216-12 du code de l'environnement, et une amende de 150 000 euros en cas d'obstacle à agent mentionné à l'article L.216-3 du même code.

ARTICLE 22 : Délais et voies de recours (Articles L.214-10, L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement)

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES) :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.211-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée

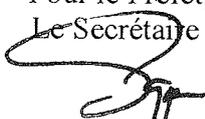
ARTICLE 23 : Exécution et copies

- le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Essonne,
- le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie,
- le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France,
- le Président du Conseil Général,
- le Directeur de la Société Nationale des Chemins de Fer,
- les Maires de Draveil, Évry, Grigny, Ris-Orangis, Soisy-sur-Seine et Viry-Châtillon,
- le Directeur de la Société Eau et Force,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée pour information à :

- l'Agence de l'Eau du Bassin Seine-Normandie,
- la Commission Locale de l'Eau du SAGE Orge-Yvette,
- le Port Autonome de Paris,
- les Voies Navigables de France,
- le Bureau de Recherches Géologiques et Minières,
- l'hydrogéologue agréé,
- le Maire d'Etiolles.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,



Pascal SANJUAN

Liste des annexes :

- Annexe 1 : Plan parcellaire des périmètres de protection
- Annexe 2 : États parcellaires

ANNEXE 1

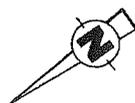


Prise d'eau en Seine
Commune de Viry-Châtillon

PERIMETRES DE PROTECTION

- IMMEDIATE
- RAPPROCHEE A
- RAPPROCHEE B

Echelle : 1/15000



ANNEXE 2

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | | |
|---|-------------------------|-----|--------------------------|--------|---------------|-----------------------|-----------------------|--|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B | |
| COMMUNE DE DRAVEIL Mairie 97 B boulevard Henri Barbusse 91210 DRAVEIL SIREN : 219 102 019 <i>Origine de Propriété</i> AY 2 - AY 9 Acquisition, acte administratif de la Mairie de Draveil du 29/11/1977 Publié le 12/12/1977 - Vol. 3199 n° 15 AY 6 - AY 10 - AY 12 Acquisition, acte administratif (Mairie de Draveil) du 30/05/1979 Publié le 31/05/1979 - Vol. 3850 n° 17 AY 13 - AY 15 Acquisition, acte administratif (Préfecture de l'Essonne) du 10/09/1975 Publié le 09/12/1975 - Vol. 2187 n° 5 | AY | 2 | Rue Ferdinand Buisson | S | 0 ha 13 a 27 | 0 ha 13 a 27 | | |
| | AY | 6 | La Plai | AG | 4 ha 34 a 60 | 4 ha 34 a 60 | | |
| | AY | 9 | L'île de Loge | T02 | 0 ha 49 a 96 | 0 ha 49 a 96 | | |
| | AY | 10 | L'île de Loge | L01 | 3 ha 75 a 70 | 3 ha 75 a 70 | | |
| | AY | 12 | L'île de Loge | T01 | 0 ha 73 a 01 | 0 ha 73 a 01 | | |
| | AY | 13 | 59 rue Ferdinand Buisson | S | 2 ha 93 a 00 | 2 ha 93 a 00 | | |
| | AY | 15 | L'île de Loge | S | 0 ha 29 a 93 | 0 ha 29 a 93 | | |
| | AY | 16 | 55 rue Ferdinand Buisson | S-T01 | 20 ha 76 a 86 | 20 ha 76 a 86 | | |
| | AZ | 172 | Les Ormes de Mazières | E01 | 0 ha 14 a 85 | 0 ha 14 a 85 | | |
| | AZ | 174 | Les Ormes de Mazières | L01 | 0 ha 13 a 40 | 0 ha 13 a 40 | | |
| | | | | | | | | |

1/2

1

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|----------|--------|---------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| AY 16 Attestation rectificative à la vente publiée le 12/12/1977 - Vol. 3199 n° 15 acte administratif (Mairie de Draveil) du 02/04/1980 Publié le 14/05/1980 - Vol. 4281 n° 9 AZ 172 - AZ 174 Echange, acte de Me VINCENT du 12/01/2007 Publié le 21/02/2007 - Vol. 2007 P n° 1739 | | | | | | | |

2/2

2

SAFEGE

EAU DU SUD PARISIEN

Commune de Draveil

Prise d'eau en Seine

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|------------------------------|------------------|---------------|--------------------------|--------------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| ASSISTANCE PUBLIQUE A PARIS Siège social : 3 avenue Victoria 75004 PARIS SIREN : 267 500 452 Ecrire à : ADMINISTRATION GENERALE DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE 3 avenue Victoria 75004 PARIS <i>Origine de Propriété</i> Origine antérieure à 1956 | AY | 3 | Chemin du Bac de Ris | L01-T02 | 21 ha 18 a 50 | 21 ha 18 a 50 | |
| | AY | 4 | Chemin du Bac de Ris | T02-L01 T03 | 10 ha 25 a 40 | 10 ha 25 a 40 | |
| | AY | 5 | La Plai | L01 | 0 ha 00 a 24 | 0 ha 00 a 24 | |
| | AY | 7 | 9033 rue du Port aux Malades | E01-L01 T02-S | 1 ha 22 a 74 | 1 ha 22 a 74 | |
| | AY | 8 | La Plai | S | 0 ha 06 a 40 | 0 ha 06 a 40 | |

EP_Plan 2004

3

SAFEGE

EAU DU SUD PARISIEN

Commune de Draveil

Prise d'eau en Seine

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|---------------|---------|--------------|--------------------------|--------------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE SOGEMAC HABITAT (Société de Gestion de Maintenance d'Aménagement et de Construction) Siège social : BP 462 6 rond-point des Condamnés 78000 VERSAILLES SIREN : 775 708 647 <i>Origine de Propriété</i> Origine antérieure à 1956 | AY | 11 | L'Ile de Loge | T03-L01 | 1 ha 12 a 40 | 1 ha 12 a 40 | |

EP_Plan 2004

4

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|--------------------------|--------------------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| SOCIETE IMMOBILIERE DU CENTRE SPORTIF DE L'ORME DES MAZIERES (SICSOM) (Société Civile Particulière) Siège social : 6 rue du Port aux Dames 91210 DRAVEIL SIREN : 442 450 144 Ecrire à : Mr LOZANO Jean-Paul 6 rue du Port aux Dames 91210 DRAVEIL <i>Origine de Propriété</i> Origine antérieure à 1956 | AZ | 4 | Rue du Port aux Dames | L01-T02-S | 6 ha 13 a 20 | 0 ha 95 a 65 | |
| | AZ | 5 | Les Ormes de Mazières | E01 | 2 ha 39 a 10 | 2 ha 39 a 10 | |
| | AZ | 6 | Les Ormes de Mazières | BS03-L01 | 1 ha 33 a 30 | 1 ha 33 a 30 | |
| | AZ | 7 | Les Ormes de Mazières | BS03-L01 | 0 ha 40 a 90 | 0 ha 40 a 90 | |
| | AZ | 32 | 65 rue Ferdinand Buisson | L01-AB03 BS03-S | 2 ha 17 a 40 | 2 ha 17 a 40 | |
| | AZ | 33 | Les Ormes de Mazières | E01 | 2 ha 49 a 40 | 2 ha 49 a 40 | |
| | AZ | 34 | Les Ormes de Mazières | L01-BS03 | 0 ha 16 a 00 | 0 ha 16 a 00 | |
| | AZ | 35 | Les Ormes de Mazières | T01-L01 | 5 ha 69 a 60 | 5 ha 69 a 60 | |
| | AZ | 37 | Les Ormes de Mazières | AG03-T01 L01-S | 3 ha 40 a 30 | 3 ha 40 a 30 | |
| | AZ | 38 | Les Ormes de Mazières | E01 | 3 ha 34 a 20 | 3 ha 34 a 20 | |
| | AZ | 39 | Chemin de Contre Halage | T01-L01-S | 4 ha 59 a 60 | 4 ha 59 a 60 | |
| | AZ | 42 | Les Ormes de Mazières | E01 | 4 ha 06 a 80 | 4 ha 06 a 80 | |

1/2

5

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|----------------------------|-------------------------|-----|----------------------------|-----------------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| | AZ | 43 | Les Ormes de Mazières | BS03-L01 | 0 ha 40 a 20 | 0 ha 40 a 20 | |
| | AZ | 44 | Les Ormes de Mazières | L01-T01 | 1 ha 98 a 40 | 1 ha 98 a 40 | |
| | AZ | 45 | Chemin de Contre Halage | L01-AB03 T01 | 0 ha 71 a 50 | 0 ha 71 a 50 | |
| | AZ | 50 | Les Ormes de Mazières | L01 | 0 ha 41 a 90 | 0 ha 41 a 90 | |
| | AZ | 69 | 9034 rue du Port aux Dames | S | 0 ha 39 a 14 | 0 ha 39 a 14 | |
| | AZ | 70 | 9034 rue du Port aux Dames | S | 0 ha 00 a 73 | 0 ha 00 a 73 | |
| | AZ | 130 | Chemin de Contre Halage | AG02-S | 3 ha 91 a 02 | 3 ha 91 a 02 | |
| | AZ | 173 | Les Ormes de Mazières | E01 | 2 ha 88 a 25 | 2 ha 88 a 25 | |
| | AZ | 175 | 9001 les Ormes de Mazières | L01 | 0 ha 34 a 47 | 0 ha 34 a 47 | |
| | AZ | 176 | 9001 les Ormes de Mazières | L01 | 0 ha 00 a 92 | 0 ha 00 a 92 | |

2/2

6

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|----------------------------|--------|--------------|--------------------------|--------------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| Mr BEHIER Florent Jacques Célibataire Né le 15/02/1968 à (92) Issy les Moulineaux Mlle MORELLI Sophie Célibataire Née le 09/04/1966 à (75) Paris 12 ^{ème} 106bis quai aux Dames 91210 DRAVEIL <p style="text-align: center;"><i>Origine de Propriété</i></p> Acquisition, acte de Me VINCENT du 16/01/2004 Publié le 12/03/2004 - Vol. 2004 P n° 2235 (chacun pour moitié indivise) | AZ | 71 | 9034 rue du Port aux Dames | S | 0 ha 03 a 70 | 0 ha 03 a 70 | |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|------------------------------|--------|--------------|--------------------------|--------------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| Mr ROUILLE Franck Epoux BONNICHON Stevense Jacqueline Né le 09/11/1970 à (21) Dijon Mme ROUILLE Franck Née BONNICHON Stevense Jacqueline le 15/05/1973 à (91) Corbeil Essonnes 106 A quai du Port aux Dames 91210 DRAVEIL <p style="text-align: center;"><i>Origine de Propriété</i></p> Acquisition, acte de Me SADELER du 15/09/2009 Publié le 01/10/2009 - Vol. 2009 P n° 6537 | AZ | 77 | 106 A quai du Port aux Dames | S | 0 ha 02 a 21 | 0 ha 02 a 21 | |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|----------------------------|--------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| Mlle SIFFRE Laurence Célibataire Née le 28/06/1969 à (31) Toulouse 106 quai du Port aux Dames 91210 DRAVEIL <i>Origine de Propriété</i> Acquisition, acte de Me BERTRAND du 10/01/2008 Publié le 14/02/2008 - Vol. 2008 P n° 1289 | AZ | 78 | 106 quai du Port aux Dames | S | 0 ha 01 a 20 | 0 ha 01 a 20 | |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|-----------------------|--------|--------------|--------------------------|--------------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| COMMUNE D'EVRY Mairie Services Techniques Place des Droits de l'Homme 91011 EVRY CEDEX SIREN : 219 102 282 <i>Origine de Propriété</i> Origine antérieure à 1956 | BI | 1 | Hameau de Grand Bourg | L01 | 0 ha 73 a 52 | | 0 ha 73 a 52 |

EAU DU SUD PARISIEN

Commune de Grigny

Prise d'eau en Seine

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|----------------|----------|---------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| COMMUNE DE GRIGNY Hôtel de Ville 19 route de Corbeil 91350 GRIGNY SIREN : 219 102 800 <i>Origine de Propriété</i> AC 11 - AC 24 - AC 25 Acquisition, acte de Me RIVOLLIER du 10/05/2005 Publié le 08/06/2005 - Vol. 2005 P n° 4356 AD 8 Acquisition, acte de Me RIVOLLIER du 22/11/2004 Publié le 15/12/2004 - Vol. 2004 P n° 9456 AD 9 - AE 16 Origine antérieure à 1956 | AC | 11 | La Plai Basse | E03-T03 | 4 ha 22 a 92 | 4 ha 22 a 92 | |
| | AC | 24 | La Plai Basse | E02 | 12 ha 55 a 94 | 12 ha 55 a 94 | |
| | AC | 25 | La Plai Basse | E02 | 0 ha 15 a 20 | 0 ha 15 a 20 | |
| | AD | 8 | La Pièce Verte | E03-T03 | 1 ha 45 a 43 | 1 ha 45 a 43 | |
| | AD | 9 | La Pièce Verte | E03-AG02 | 0 ha 29 a 19 | 0 ha 29 a 19 | |
| | AE | 16 | Le Clotay | T03 | 0 ha 02 a 01 | 0 ha 02 a 01 | |

EP_P000 000 01

1

SAFEGE

EAU DU SUD PARISIEN

Commune de Grigny

Prise d'eau en Seine

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|----------------------|---------|---------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| COMMUNE DE VIRY-CHATILLON Hôtel de Ville Place de la République 91170 VIRY-CHATILLON SIREN : 219 106 879 <i>Origine de Propriété</i> AB 4 - AC 12 - AD 4 - AD 5 - AD 6 - AD 7 Acquisition, acte de Me VENOT du 29/05/1962 Publié le 15/06/1962 - Vol. 10850 n° 17 AE 1 - AE 2 Acquisition, acte de Me GROUAS du 30/06/1989 Publié le 31/07/1989 et le 16/05/1990 - Vol. 1989 P n° 5095 AE 20 - AE 28 Origine antérieure à 1956 | AB | 4 | Route Nationale 7 | E03 | 0 ha 24 a 71 | 0 ha 19 a 65 | |
| | AC | 12 | La Plai Basse | E03-T03 | 6 ha 22 a 00 | 5 ha 66 a 70 | |
| | AD | 4 | La Pièce Verte | E03-T03 | 1 ha 91 a 38 | 1 ha 91 a 38 | |
| | AD | 5 | La Pièce Verte | E03-T03 | 0 ha 31 a 73 | 0 ha 31 a 73 | |
| | AD | 6 | 9005 rue du Port | E03-T03 | 11 ha 97 a 05 | 8 ha 40 a 44 | |
| | AD | 7 | La Pièce Verte | E03-T03 | 2 ha 27 a 28 | 2 ha 27 a 28 | |
| | AE | 1 | Le Clotay | T02 | 0 ha 01 a 42 | 0 ha 01 a 42 | |
| | AE | 2 | Le Clotay | T02 | 0 ha 22 a 49 | 0 ha 22 a 49 | |
| | AE | 20 | Le Clotay | AG04 | 0 ha 03 a 92 | 0 ha 03 a 92 | |
| | AE | 28 | 73 route Nationale 7 | AG04 | 39 ha 03 a 31 | 36 ha 10 a 05 | |

EP_P000 000 01

2

SAFEGE

EAU DU SUD PARISIEN

Commune de Grigny

Prise d'eau en Seine

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|---------------|---------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| DEPARTEMENT DE L'ESSONNE Hôtel du Département Boulevard de France 91012 EVRY CEDEX SIREN : 229 102 280 <i>Origine de Propriété</i> Acquisition, acte administratif (Préfet de l'Essonne) du 07/05/1975 Publié le 04/06/1975 - Vol. 1984 n° 5 | AC | 13 | La Plai Basse | E03-T03 | 0 ha 50 a 81 | 0 ha 14 a 60 | |

EP_Prise eau de

3

SAFEGE

EAU DU SUD PARISIEN

Commune de Grigny

Prise d'eau en Seine

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|---------------|--------------------|--------------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| ETAT MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT Boulevard de France 91000 EVRY <i>Propriétaire</i> AGENCE FONCIERE ET TECHNIQUE DE LA REGION PARISIENNE (EPIC) Siège social : 195 rue de Bercy 75012 PARIS SIREN : 642 036 941 <i>Gérant, mandataire, gestionnaire</i> <i>Origine de Propriété</i> AA 43 - AA 82 - AB 8 - AB 9 - AB 29 - AB 105 - AC 3 AC 5 - AC 10 Origine antérieure à 1956 | AA | 43 | Les Noues de Seine | CH | 0 ha 12 a 75 | 0 ha 12 a 75 | |
| | AA | 82 | Chemin du Port | S | 0 ha 35 a 27 | 0 ha 35 a 27 | |
| | AB | 6 | La Plai Basse | T | 0 ha 02 a 92 | 0 ha 02 a 92 | |
| | AB | 8 | La Plai Basse | S | 0 ha 07 a 83 | 0 ha 07 a 83 | |
| | AB | 9 | La Plai Basse | S | 0 ha 07 a 00 | 0 ha 07 a 00 | |
| | AB | 28 | La Plai Basse | CH | 0 ha 03 a 59 | 0 ha 03 a 59 | |
| | AB | 29 | La Plai Basse | CH | 0 ha 00 a 79 | 0 ha 00 a 79 | |
| | AB | 105 | La Plai Basse | S | 0 ha 16 a 73 | 0 ha 16 a 73 | |
| | AC | 3 | La Plai Basse | CH | 0 ha 03 a 07 | 0 ha 03 a 07 | |
| | AC | 5 | La Plai Basse | CH | 0 ha 01 a 05 | 0 ha 01 a 05 | |
| AC | 10 | La Plai Basse | J | 0 ha 00 a 26 | 0 ha 00 a 26 | | |

1/2

EP_Prise eau de

4

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|-----------|--------|--------------|--------------------------|--------------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| ANTIN RESIDENCES SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE (Société Anonyme) Siège social : 59 rue de Provence 75009 PARIS SIREN : 315 518 803 <i>Origine de Propriété</i> Acquisition, acte de Me PERINELLI du 20/07/2007 Publié le 06/08/2007 - Vol. 2007 P n° 5379 | AE | 18 | Le Clotay | AG04 | 0 ha 50 a 00 | 0 ha 50 a 00 | |

EP_Prise eau.41

7

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|-----|--------------------|--------|--------------|--------------------------|--------------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| COMPAGNIE INDUSTRIELLE MARITIME (Société en Nom Collectif) Siège social : 29 rue Cambacères 75008 PARIS SIREN : 390 982 635 <i>Origine de Propriété</i> • Acquisition sous condition suspensive et réalisation de la condition suspensive, acte de Mes LETULLE et TRIMOULET du 21/12/1961 Publié le 26/03/1962 - Vol. 10761 n° 3 • Etat descriptif de division, acte de Me LETULLE du 14/09/1966 Publié le 01/10/1966 - Vol. 13228 n° 6 Lots 1 et 2 • Modificatif de l'état descriptif de division, acte de Me LETULLE-JOLY du 11/07/1978 Publié le 18/07/1978 - Vol. 3280 n° 13 Le lot 2 est supprimé et remplacé par les lots 3 et 4 | AB | 10 | 1 A Chemin du Port | T01 | 0 ha 51 a 49 | 0 ha 51 a 49 | |
| | AB | 11 | La Plai Basse | E02 | 0 ha 98 a 15 | 0 ha 98 a 15 | |
| | AB | 106 | 1 C Chemin du Port | S | 0 ha 18 a 40 | 0 ha 18 a 40 | |
| | AB | 107 | La Plai Basse | S | 8 ha 49 a 62 | 8 ha 49 a 62 | |

EP_Prise eau.41

8

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|----------|--------|---------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| <ul style="list-style-type: none"> • Acte rectificatif de l'état descriptif de division, Publié le 01/10/1966 - Vol. 13226 n° 6 acte de Me RIVOLLIER du 17/07/2003 Publié le 17/09/2003 - Vol. 2003 P n° 6884 | | | | | | | |
| 2/2 | | | | | | | |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|---------------------|--------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| <p>ELECTRICITE DE FRANCE (Société Anonyme) Siège social : Site Etoile 22-30 avenue Wagram 75382 PARIS CEDEX 08</p> <p>SIREN : 552 081 317</p> <p style="text-align: right;"><i>Propriétaire</i></p> <p>EDF SA ACEF OC 723 Siège social : Agence Comptable Est Francilienne 55 rue du Commandant René Mouchotte 94160 SAINT MANDE</p> <p style="text-align: right;"><i>Gérant, mandataire, gestionnaire</i></p> <p style="text-align: center;"><i>Origine de Propriété</i></p> <p>• Acquisition, acte de Me VENOT du 28/12/1961 Publié le 12/03/1962 - Vol. 10744 n° 11</p> | AA | 57 | 9002 Chemin du Port | S | 0 ha 83 a 38 | 0 ha 83 a 38 | |
| 1/2 | | | | | | | |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|----------|--------|---------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| <ul style="list-style-type: none"> • Acquisition, acte de Me VENOT du 16/04/1964 Publié le 05/06/1964 - Vol. 11846 n° 18 • Acquisition, acte de Me VENOT du 06/04/1964 Publié le 19/06/1964 - Vol. 11871 n° 5 | | | | | | | |
| 2/2 | | | | | | | |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|--------------------|--------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| <p>FAYAT (Société Anonyme) Siège social : 137 rue du Palais Gallien 33000 BORDEAUX</p> <p>SIREN : 595 750 589</p> <p style="text-align: center;"><i>Origine de Propriété</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Règlement de copropriété et état descriptif de division par la SCI DROUT INDUSTRIE, acte de Me CHARDON du 21/07/1975 Publié le 15/09/1975 - Vol. 2096 n° 12 56 lots numérotés de 1 à 56 • Acquisition, acte de Me HUEL du 06/03/2008 Publié le 28/03/2008 - Vol. 2008 P n° 2229 | AA | 47 | Rue Gustave Eiffel | S | 0 ha 29 a 91 | 0 ha 29 a 91 | |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|----------------------|--------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| FAYAT-GENEST (Société par Actions Simplifiée) Siège social : 20 avenue du Général de Gaulle 91170 VIRY-CHATILLON SIREN : 397 983 784 <i>Origine de Propriété</i> • Acquisition sous condition suspensive, acte de Me HEVEL du 08/03/1995 Publié le 02/08/1996 - Vol. 1996 P n° 4261 • Réalisation de la condition suspensive, acte de Me HEVEL du 17/07/1996 Publié le 02/08/1996 - Vol. 1996 P n° 4262 | AA | 54 | Rue Gustave Eiffel | T02 | 1 ha 12 a 84 | 1 ha 12 a 84 | |
| | AA | 55 | 8 rue Gustave Eiffel | S | 1 ha 55 a 87 | 1 ha 55 a 87 | |
| | AA | 56 | Rue Gustave Eiffel | S | 3 ha 64 a 98 | 3 ha 64 a 98 | |
| | AA | 59 | Chemin du Port | S | 0 ha 49 a 13 | 0 ha 49 a 13 | |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|--------------------|--------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| FRANKI FONDATION (Société par Actions Simplifiée) Siège social : 9 rue Gustave Eiffel 91350 GRIGNY SIREN : 418 201 281 <i>Origine de Propriété</i> Acquisition, acte de Me HEVEL du 13/01/2005 Publié le 02/02/2005 - Vol. 2005 P n° 979 et reprise pour ordre le 13/01/2005 Publiée le 15/02/2005 - Vol. 2005 D n° 2649 | AA | 48 | Rue Gustave Eiffel | S | 0 ha 16 a 61 | 0 ha 16 a 61 | |
| | AA | 49 | Rue Gustave Eiffel | S | 0 ha 99 a 44 | 0 ha 99 a 44 | |
| | AA | 50 | Rue Gustave Eiffel | S | 0 ha 08 a 57 | 0 ha 08 a 57 | |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|-----|--------------------|--------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| GROUPEMENT DES ENROBES DE L'ESSONNE (Groupement d'Intérêt Economique) Siège social : ZI de la Plaine Basse Chemin du Port 91350 GRIGNY SIREN : 315 883 769 <i>Origine de Propriété</i> Acquisition, acte de Me MARECHAL du 22/10/2001 Publié le 07/12/2001 - Vol. 2001 P n° 8625 | AB | 108 | La Plai Basse | S | 0 ha 56 a 44 | 0 ha 56 a 44 | |
| | AB | 111 | 1 D Chemin du Port | S | 1 ha 38 a 20 | 1 ha 38 a 20 | |
| | AB | 112 | La Plai Basse | S | 0 ha 86 a 24 | 0 ha 86 a 24 | |
| | AB | 116 | La Plai Basse | AB01 | 1 ha 18 a 37 | 1 ha 18 a 37 | |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|-------------------|--------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| LA FINANCIERE NAUTIQUE (Société à Responsabilité Limitée) Siège social : 59 route Nationale 7 91350 GRIGNY SIREN : 389 323 726 <i>Origine de Propriété</i> Acquisition, acte de Me BAUDY du 11/12/2003 Publié le 16/02/2004 - Vol. 2004 P n° 1298 | AE | 29 | Route Nationale 7 | BT01 | 0 ha 04 a 35 | 0 ha 02 a 15 | |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|------------------|--------|--------------|--------------------------|--------------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| SCI DA SILVA (Société Civile Immobilière) Siège social : 23 avenue Pegoud 91170 VIRY-CHATILLON SIREN : 349 870 618 <i>Ecrire à :</i> SCI DEWITTE Mme NADIM Amina 23 avenue Pegoud 91170 VIRY-CHATILLON <p style="text-align: center;"><i>Origine de Propriété</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Acquisition sous condition suspensive de son homologation par jugement, acte de Me IMBAULT du 18/07/1991 Publié le 17/09/1991 - Vol. 1991 P n° 6057 • Réalisation de la condition suspensive, acte de Me LAVAL du 18/12/1991 Publié le 24/02/1992 - Vol. 1992 P n° 1265 | AB | 2 | 5 Chemin du Port | S | 0 ha 44 a 65 | 0 ha 02 a 36 | |

EP_Paris 000000

17

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|---------------------|--------|--------------|--------------------------|--------------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| SCI JLMH (Société Civile Immobilière) Siège social : 23bis rue du Château Gaillard 91560 CROSNE SIREN : 379 124 944 <i>Ecrire à :</i> M ^r HARDOUIN Jean-Louis 23bis rue du Château Gaillard 91560 CROSNE <p style="text-align: center;"><i>Origine de Propriété</i></p> Acquisition, acte de Me BAUDY du 09/12/2002 Publié le 27/01/2003 - Vol. 2003 P n° 591 et reprise pour ordre le 09/12/2002 Publiée le 23/04/2003 - Vol. 2003 D n° 6121 | AA | 58 | 9003 Chemin du Port | S | 0 ha 49 a 30 | 0 ha 49 a 30 | |

EP_Paris 000000

18

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|--------------------|--------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| SCI LES BOIS DE L'HERMITAGE (Société Civile Immobilière) Siège social : 2 route de Montereau 77140 DARVAULT SIREN : 316 805 852 <i>Ecrire à :</i> Mr POULALION Gérard 2 route de Montereau 77140 DARVAULT <p style="text-align: center;"><i>Origine de Propriété</i></p> Acquisition, acte de Me MAGNAC du 28/10/1986 Publié le 10/12/1986 - Vol. 1986 P n° 6350 | AB | 1 | 5 B Chemin du Port | S | 0 ha 28 a 26 | 0 ha 02 a 50 | |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|----------------------|--------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| SCI VIRY GRIGNY (Société Civile Immobilière) Siège social : 36 avenue Hoche 75008 PARIS SIREN : 518 260 450 <i>Ecrire à :</i> Mme SFEZ Née COMTE Caroline 36 avenue Hoche 75008 PARIS <p style="text-align: center;"><i>Origine de Propriété</i></p> Acquisition, acte de Me BURTHE-MIQUE du 23/12/2009 Publié le 04/02/2010 - Vol. 2010 P n° 924 | AA | 53 | Rue Gustave Eiffel | S | 0 ha 33 a 91 | 0 ha 33 a 91 | |
| | AA | 83 | 5 rue Gustave Eiffel | S | 0 ha 31 a 64 | 0 ha 31 a 64 | |

EAU DU SUD PARISIEN

Commune de Grigny

Prise d'eau en Seine

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|----------------------|--------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| SI DU 76 BOULEVARD ROBERT SCHUMAN LIVRY GARGAN (Société en Nom Collectif) Siège social : SCHUMAN CO EUROVIA MANAGEMENT 92 boulevard Victor Hugo 92115 CLICHY CEDEX SIREN : 320 328 172 <i>Origine de Propriété</i> AA 52 - AA 77 - AA 79 Acquisition, acte de Me LECOULTOUR du 05/11/1997 Publié le 10/12/1997 - Vol. 1997 P n° 7106 AA 84 Acquisition, acte de Me GAUDRY du 24/07/2001 Publié le 31/08/2001 - Vol. 2001 P n° 5916 | AA | 52 | Rue Gustave Eiffel | T02 | 0 ha 07 a 30 | 0 ha 07 a 30 | |
| | AA | 77 | 7 rue Gustave Eiffel | S | 0 ha 77 a 96 | 0 ha 77 a 96 | |
| | AA | 79 | 9 rue Gustave Eiffel | S | 0 ha 02 a 08 | 0 ha 02 a 08 | |
| | AA | 84 | 5 rue Gustave Eiffel | S | 0 ha 19 a 90 | 0 ha 19 a 90 | |

02.2000.00.00

21

SAFEGE

EAU DU SUD PARISIEN

Commune de Grigny

Prise d'eau en Seine

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|---------------------|--------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| S.N.C.F. Siège social : 34 rue du Commandant René Mouchotte 75014 PARIS SIREN : 552 049 447 S.N.C.F. Direction Financière Division Applications Fiscales 45 rue de Londres 75379 PARIS CEDEX 08 <i>Origine de Propriété</i> AB 15 - AC 4 Origine antérieure à 1956 AA 44 - AA 45 - AB 7 Acquisition, acte administratif (Préfecture de l'Essonne) du 15/04 et du 11/06/1982 Publié le 02/08 et le 25/10/1982 - Vol. 5031 n° 5 | AA | 44 | Chemin du Port | CH01 | 0 ha 00 a 18 | 0 ha 00 a 18 | |
| | AA | 45 | Rue Gustave Eiffel | CH01 | 0 ha 02 a 97 | 0 ha 02 a 97 | |
| | AB | 7 | La Plai Basse | CH01 | 0 ha 35 a 19 | 0 ha 35 a 19 | |
| | AB | 15 | 9001 Chemin du Port | CH01 | 3 ha 42 a 41 | 0 ha 03 a 90 | |
| | AC | 4 | La Plai Basse | CH01 | 2 ha 14 a 53 | 0 ha 19 a 65 | |

02.2000.00.00

22

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|------------------|--------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| SOCIETE DES TRANSPORTS PETROLIERS PAR PIPELINE (TRAPIL) (Société Anonyme) Siège social : 7-9 rue des Frères Morane 75015 PARIS SIREN : 572 086 213 <i>Origine de Propriété</i> Acquisition, acte de Me LONQUEST du 19/02/1976 Publié le 08/03/1976 - Vol. 2294 n° 2 | AB | 13 | 1 Chemin du Port | S | 0 ha 35 a 52 | 0 ha 32 a 52 | |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|-----|--------------------|--------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| SOUFFLET AGRICULTURE (Société par Actions Simplifiée) Siège social : Quai du Général Sarraill 10400 NOGENT SUR SEINE SIREN : 706 980 182 <i>Origine de Propriété</i> Apport suite à fusion absorption, acte de Me VAN GOETSENHOVEN du 19/12/2006 Publié le 05/03/2007 - Vol. 2007 P n° 1572 | AB | 14 | 1 F Chemin du Port | S | 1 ha 34 a 78 | 1 ha 34 a 78 | |
| | AB | 109 | La Plai Basse | S | 0 ha 21 a 20 | 0 ha 21 a 20 | |
| | AB | 113 | La Plai Basse | S | 0 ha 25 a 21 | 0 ha 25 a 21 | |
| | AB | 117 | La Plai Basse | AB01 | 0 ha 42 a 83 | 0 ha 42 a 83 | |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|----------------|--------|--------------|--------------------------|--------------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| Mr CARNEVALI Patrice Epoux ROUGE Geneviève Né le 10/06/1948 à (91) Morangis Mme CARNEVALI Patrice Née ROUGE Geneviève le 29/08/1955 en Algérie 2 Chemin du Port 91350 GRIGNY <i>Origine de Propriété</i> Acquisition, acte de Me PERRIN du 27/03/1998 Publié le 07/04/1998 - Vol. 1998 P n° 2161 | AA | 60 | Chemin du Port | S-J01 | 0 ha 12 a 09 | 0 ha 12 a 09 | |

EP_Prix eau

25

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|----------------|---------|--------------|--------------------------|--------------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| Mme GERVAIS Geneviève Marcelle Célibataire Née le 04/02/1942 à (75) Paris 15 ^{ème} 7 rue du Port 91350 GRIGNY <i>Origine de Propriété</i> • Jugement d'adjudication, acte administratif du Tribunal de Grande Instance d'Evry du 22/09/1987 Publié le 26/10/1987 - Vol. 1987 P n° 6753 • Partage, acte de Me LEVEL du 17/10/1988 Publié le 09/12/1988 - Vol. 1988 P n° 8103 | AD | 2 | 9 rue du Port | S | 0 ha 03 a 14 | 0 ha 03 a 14 | |
| | AD | 3 | La Pièce Verte | E03-T02 | 1 ha 14 a 21 | 1 ha 14 a 21 | |

EP_Prix eau

26

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|----------------|--------|--------------|--------------------------|--------------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| <p>Mme Veuve TOINET Joseph Née AUCOUTURIER Marie Angèle le 12/05/1889 à (23) Saint Sylvain Bas le Roc (décédée le 23/10/1977)</p> <p><i>COPROPRIETAIRES DE L'IMMEUBLE DU 11 ET 13 RUE DU PORT 13 rue du Port 91350 GRIGNY</i></p> <p><i>Origine de Propriété</i></p> <p>• Attestation après décès, acte de Me COURTY du 09/11/1961 Publié le 04/12/1961 - Vol. 10629 n° 17</p> <p>• Règlement de copropriété et état descriptif de division, acte de Me COURTY du 06/11/1964 Publié le 02/02/1965 - Vol. 12217 n° 4 <i>Lots 1, 2, 3, 4, 5 et 6</i></p> | AD | 1 | 11 rue du Port | S | 0 ha 05 a 55 | 0 ha 05 a 55 | |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|------|----------------------------|--------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| COMMUNE DE SOISY SUR SEINE Mairie Boulevard de la République 91450 SOISY SUR SEINE SIREN : 219 106 002 <i>Origine de Propriété</i> C 1412 Acquisition, acte de Me CROS du 25/02/1964 Publié le 09/04/1964 - Vol. 11753 n° 19 C 1413 Origine antérieure à 1956 | C | 1412 | 9001 boulevard André Gayon | S | 0 ha 77 a 12 | | 0 ha 00 a 50 |
| | C | 1413 | Port de Soisy | AG | 2 ha 12 a 43 | | 0 ha 01 a 80 |

EP_Paris

1

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|-----|--------------------|--------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| ETAT 75008 PARIS <i>Propriétaire</i> SERVICE DE NAVIGATION DE LA SEINE 26 quai Hippolyte Rossignol 77000 MELUN <i>Gérant, mandataire, gestionnaire</i> <i>Origine de Propriété</i> Origine antérieure à 1956 | C | 980 | 1 avenue Chevalier | S | 0 ha 18 a 28 | | 0 ha 01 a 70 |

EP_Paris

2

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|-----|-------------|--------|--------------|--------------------------|--------------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| ETAT 75008 PARIS <i>Propriétaire</i> SERVICE DES DOMAINES Cellule Gestion 7 rue Lafayette 91100 CORBEIL ESSONNES <i>Gérant, mandataire, gestionnaire</i> <i>Origine de Propriété</i> Origine antérieure à 1956 | C | 985 | Rue du Port | S | 0 ha 58 a 49 | | 0 ha 04 a 35 |

EAU DU SUD PARISIEN

Commune de Ris-Orangis

Prise d'eau en Seine

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|-----|----------------------|--------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| DEPARTEMENT DE L'ESSONNE Hôtel du Département Boulevard de France 91012 EVRY CEDEX SIREN : 229 102 280 <i>Origine de Propriété</i> AD 334 - AD 388 Origine antérieure à 1956 AD 490 Acquisition, acte administratif du Président du Conseil Général du département de l'Essonne du 03/05/2000 Publié le 07/06/2000 - Vol. 2000 P n° 41 58 AD 491 Acquisition, acte administratif de la Préfecture de l'Essonne du 17/01/2000 Publié le 02/08/2000 - Vol. 2000 P n° 5754 | AD | 334 | Chemin de Halage | L | 0 ha 01 a 01 | 0 ha 01 a 01 | |
| | AD | 388 | Rue Edmond Bonte | L | 0 ha 04 a 33 | 0 ha 04 a 33 | |
| | AD | 490 | 6 T rue Edmond Bonte | S | 0 ha 06 a 07 | 0 ha 06 a 07 | |
| | AD | 491 | 6 B rue Edmond Bonte | S | 0 ha 07 a 46 | 0 ha 07 a 46 | |

EP_Prise eau de

1

SAFEGE

EAU DU SUD PARISIEN

Commune de Ris-Orangis

Prise d'eau en Seine

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|----------------------------|--------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| ETAT 75008 PARIS <i>Propriétaire</i> SERVICE DE NAVIGATION DE LA SEINE 26 quai Hippolyte Rossignol 77000 MELUN <i>Gérant, mandataire, gestionnaire</i> <i>Origine de Propriété</i> Origine antérieure à 1956 | AD | 1 | Quartier de la Borde | L | 0 ha 10 a 47 | 0 ha 04 a 82 | |
| | BH | 1 | La Roche du Gros Guillaume | L | 0 ha 62 a 29 | | 0 ha 62 a 29 |
| | BI | 1 | Le Parc et Chat de Trousse | L | 0 ha 59 a 90 | | 0 ha 59 a 90 |
| | BI | 10 | Chemin de Halage | L | 0 ha 81 a 73 | | 0 ha 81 a 73 |

EP_Prise eau de

2

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|------------------|--------|--------------|--------------------------|--------------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| ANTARGAZ (Société Anonyme) Siège social : Les Renardières 3 place de Saveme 92400 COURBEVOIE SIREN : 572 126 043 <i>Origine de Propriété</i> Origine antérieure à 1956 | AC | 72 | La Vallée de Ris | S | 2 ha 89 a 34 | 2 ha 89 a 34 | |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|-----|-----------------------|--------|--------------|--------------------------|--------------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| EUROPE CONSEILS (Société à Responsabilité Limitée) Siège social : 21 Galerie des Variétés 75002 PARIS 02 SIREN : 480 062 892 <i>Origine de Propriété</i> AD 6 - AD 333 - AD 387 Etat descriptif de division, acte de Me ROUSSEAU du 03/08/1978 Publié le 20/09/1978 - Vol. 3551 n° 2 Division en 2 lots numérotés 1 et 2 Totalité Acquisition, acte de Me CODRON du 20/01/2005 Publié le 03/03/2005 - Vol. 2005 P n° 1934 | AD | 6 | Quartier de la Borde | AG02 | 0 ha 21 a 44 | 0 ha 21 a 44 | |
| | AD | 10 | Rue Edmond Bonté | J02 | 0 ha 16 a 42 | 0 ha 16 a 42 | |
| | AD | 333 | 9001 rue Edmond Bonté | L01 | 0 ha 12 a 45 | 0 ha 12 a 45 | |
| | AD | 387 | Rue Edmond Bonté | AG02-S | 0 ha 48 a 49 | 0 ha 48 a 49 | |
| | AD | 611 | 4 rue Edmond Bonté | S-AG02 | 0 ha 18 a 55 | 0 ha 18 a 55 | |
| | AD | 624 | Rue Edmond Bonté | AG02 | 0 ha 10 a 11 | 0 ha 10 a 11 | |
| | AD | 629 | Rue Edmond Bonté | S | 0 ha 22 a 19 | 0 ha 22 a 19 | |

EAU DU SUD PARISIEN

Commune de Ris-Orangis

Prise d'eau en Seine

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|-----|------------------|--------|--------------|--------------------------|--------------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| EUROPE CONSEILS (Société à Responsabilité Limitée) Siège social : 21 Galerie des Variétés 75002 PARIS SIREN : 480 062 892 LES COPROPRIETAIRES Rue Edmond Bonté 91130 RIS ORANGIS <i>Origine de Propriété</i> AD 623 - AD 626 - AD 630 Etat descriptif de division et règlement de copropriété, acte de Me CODRON du 24/11/2005 Publié le 23/01/2006 - Vol. 2006 P n° 717 et reprise pour ordre du 24/11/2005 Publiée le 28/03/2006 - Vol. 2006 D n° 6160 division en 164 lots numérotés de 2001 à 2163 | AD | 623 | Rue Edmond Bonté | S | 0 ha 34 a 19 | 0 ha 34 a 19 | |
| | AD | 626 | Le Village | S | 0 ha 00 a 30 | 0 ha 00 a 30 | |
| | AD | 628 | Rue Edmond Bonté | S | 0 ha 38 a 83 | 0 ha 38 a 83 | |
| | AD | 630 | Rue Edmond Bonté | S | 0 ha 00 a 03 | 0 ha 00 a 03 | |
| | 1/2 | | | | | | |

EP_Paris_mai_04

5

SAFEGE

EAU DU SUD PARISIEN

Commune de Ris-Orangis

Prise d'eau en Seine

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|----------|--------|---------|--------------------------|--------------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| AD 628 Etat descriptif de division, acte de Me CODRON du 24/11/2005 Publié le 23/01/2006 - Vol. 2006 P n° 716 Division en 3 lots numérotés 1, 2 et 3 Totalité Acquisition, acte de Me CODRON du 20/01/2005 Publié le 03/03/2005 - Vol. 2005 P n° 1934 | | | | | | | |
| | 2/2 | | | | | | |

EP_Paris_mai_04

6

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|------------------|--------|--------------|--------------------------|--------------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| GROUPEMENT DES ENROBES DE L'ESSONNE (Groupement d'Intérêt Economique) Siège social : ZI de la Plaine Basse Chemin du Port 91350 GRIGNY SIREN : 315 883 769 <i>Origine de Propriété</i> Acquisition, acte de Me MARECHAL du 22/10/2001 Publié le 07/12/2001 - Vol. 2001 P n° 9358 | AC | 73 | La Vallée de Ris | S | 0 ha 11 a 64 | 0 ha 11 a 64 | |

EP_Plan eau dt

7

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|-----|------------------|--------|--------------|--------------------------|--------------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| SARL FRB (Société à Responsabilité Limitée) Siège social : 19/21 Galerie des Variétés 75002 PARIS SIREN : 494 571 862 <i>Origine de Propriété</i> • Acquisition, acte de Me BURIAS du 31/10/2007 Publié le 12/12/2007 - Vol. 2007 P n° 10384 • Etat descriptif de division et règlement de copropriété, acte de Me BEN-HAMOU du 14/12/2007 Publié le 22/02/2008 - Vol. 2008 P n° 1561 Division en 19 lots numérotés de 1 à 17, 50 et 51 | AD | 625 | Le Village | S | 0 ha 54 a 31 | 0 ha 54 a 31 | |
| | AD | 627 | Rue Edmond Bonté | S | 0 ha 83 a 92 | 0 ha 83 a 92 | |

EP_Plan eau dt

8

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|------------|----------------------|--------------|---------------|--------------------------|--------------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| RIS (Société en Nom Collectif) Siège social : 38 avenue Hoche 75008 PARIS SIREN : 434 507 505 Ecrire à : SOGEROS SNC 38 avenue Hoche 75008 PARIS <i>Origine de Propriété</i> AC 26 - AC 27 - AC 28 - AC 29 - AC 31 (Lots 1 et 2) AC 32 - AC 42 - AD 328 - AD 360 - AD 361 Acquisition, acte de Me LEJEUNE du 05/03/2001 Publié le 11/04/2001 - Vol. 2001 P n° 2785 | AC | 26 | 9002 rue Mac Cormick | BT03 | 0 ha 21 a 92 | 0 ha 21 a 92 | |
| | AC | 27 | La Vallée de Ris | E02 | 1 ha 98 a 59 | 1 ha 98 a 59 | |
| | AC | 28 | La Vallée de Ris | BT03 | 0 ha 71 a 85 | 0 ha 71 a 85 | |
| | AC | 29 | La Vallée de Ris | T03 | 0 ha 81 a 82 | 0 ha 81 a 82 | |
| | AC | 31 | La Vallée de Ris | J02 | 0 ha 25 a 35 | 0 ha 25 a 35 | |
| | AC | 32 | La Vallée de Ris | AG02 | 0 ha 21 a 85 | 0 ha 21 a 85 | |
| | AC | 42 | La Vallée de Ris | T03 | 10 ha 38 a 96 | 10 ha 38 a 96 | |
| | AC | 74 | La Vallée de Ris | S | 5 ha 51 a 88 | 5 ha 51 a 88 | |
| | AC | 75 | La Vallée de Ris | S | 0 ha 00 a 24 | 0 ha 00 a 24 | |
| | AD | 328 | Rue Edmond Bonté | S | 0 ha 49 a 64 | 0 ha 49 a 64 | |
| AD | 360 | Le Village | S | 0 ha 00 a 09 | 0 ha 00 a 09 | | |
| AD | 361 | Le Village | S | 0 ha 02 a 41 | 0 ha 02 a 41 | | |

1/2

9

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|----------|--------|---------|--------------------------|--------------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| AC 26 - AC 27 - AC 28 - AC 29 - AC 32 - AC 42 AD 328 - AD 360 - AD 361 Lots 1 et 2 de : AC 31 - AC 74 - AC 75 • Dépôt de pièce acte de Me JACQUIN du 19/06/2008 Publié le 23/06/2008 - Vol. 2008 P n° 4818 • Attestation rectificative de la formalité publiée ci-dessus, acte de Me JACQUIN du 04/07/2008 Publié le 16/07/2008 - Vol. 2008 P n° 5490 <i>Attestation rectifiant l'assise de la copropriété :</i> AC 30 divisée en AC 31, AC 74 et AC 75 AC 30 Etat descriptif de division, acte de Me ROUSSEAU du 03/08/1978 Publié le 20/09/1978 - Vol. 3551 n°2 Division en 2 lots numérotés 1 et 2 | | | | | | | |

2/2

10

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|------------------|--------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| <p>SOUFFLET AGRICULTURE (Société par Actions Simplifiée) Siège social : Quai du Général Sarrail 10400 NOGENT SUR SEINE</p> <p>SIREN : 706 980 182</p> <p><i>Origine de Propriété</i></p> <p>Fusion, acte de Me VAN GOETSENHOVEN du 19/12/2006 Publié le 19/02/2007 - Vol. 2007 P n° 1650</p> | AC | 46 | La Vallée de Ris | T03 | 0 ha 71 a 83 | 0 ha 71 a 83 | |

EAU DU SUD PARISIEN

Commune de Viry-Châtillon

Prise d'eau en Seine

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|-----------------|--------|--------------|--------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre immédiat | Périmètre rapproché A |
| EAU ET FORCE (Société Anonyme) Siège social : 300 rue Paul Vaillant Couturier 92007 NANTERRE CEDEX SIREN : 542 040 530 <i>Origine de Propriété</i> AR 5 divisée en AR 33, AR 34 et AR 35 AR 16 Acquisition, acte de Me DOBBE du 30/09/2005 Publié le 07/11/2005 - Vol. 2005 P n° 8400 Surplus • Traité d'apport partiel, acte de Me OUDOT du 23/06/1998 Publié le 26/05/1999 - Vol. 1999 P n° 3542 • Acte complémentaire au traité d'apport partiel, acte de Me OUDOT Publié le 26/05/1999 - Vol. 1999 P n° 3545 | AR | 16 | 9025 rue de Ris | S | 0 ha 80 a 45 | 0 ha 80 a 45 | |
| | AR | 33 | 26 rue de Ris | S | 2 ha 07 a 85 | 2 ha 07 a 85 | |
| | AR | 34 | 26 rue de Ris | S | 0 ha 08 a 67 | | 0 ha 08 a 67 |
| | AR | 35 | 26 rue de Ris | S | 0 ha 12 a 50 | | 0 ha 12 a 50 |

EP_Plan 001 01

1

SAFEGE

EAU DU SUD PARISIEN

Commune de Viry-Châtillon

Prise d'eau en Seine

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|-----|-------------------------|--------|---------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| COMMUNE DE VIRY-CHATILLON Hôtel de Ville Place de la République 91170 VIRY-CHATILLON SIREN : 219 106 879 <i>Origine de Propriété</i> AS 124 - AV 18 - AV 22 Origine antérieure à 1956 AW 455 - AW 456 • Retrocession, acte de Me GROUAS du 30/06/1989 Publié le 31/07/1989 et le 16/05/1990 - Vol. 1989 P n° 5095 • Attestation rectificative de la formalité publiée ci-dessus, acte de Me GROUAS du 24/04/1990 Publié le 16/05/1990 - Vol. 1990 P n° 3283 | AS | 124 | Impasse Francoeur | AG04 | 12 ha 45 a 99 | 3 ha 18 a 75 | |
| | AV | 18 | 21 rue Octave Longuet | AG04 | 0 ha 97 a 98 | 0 ha 13 a 40 | |
| | AV | 22 | 9001 rue Octave Longuet | E01 | 29 ha 33 a 08 | 27 ha 63 a 50 | |
| | AW | 455 | 9016 cour du Gatinois | AG02 | 0 ha 01 a 58 | 0 ha 01 a 58 | |
| | AW | 456 | 9016 cour du Gatinois | AG02 | 0 ha 19 a 48 | 0 ha 19 a 48 | |

EP_Plan 001 01

2

SAFEGE

EAU DU SUD PARISIEN

Commune de Viry-Châtillon

Prise d'eau en Seine

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|-----------------|--------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION LES LACS DE L'ESSONNE Siège social : 52 avenue du Président Kennedy 91170 VIRY-CHATILLON SIREN : 249 100 579 <i>Origine de Propriété</i> • Transfert de siège social et dépôt de pièces, acte de Me PERINELLI du 23/11/2006 Publié le 24/11/2006 - Vol. 2006 P n° 8210 • Acquisition, acte de Me PERINELLI du 08/12/2006 Publié le 11/12/2006 - Vol. 2006 P n° 8601 | AR | 2 | 9011 rue de Ris | S | 0 ha 93 a 87 | 0 ha 93 a 87 | |
| | AR | 3 | 9012 rue de Ris | S | 1 ha 73 a 82 | 1 ha 73 a 82 | |

EP_P1000004

3

SAFEGE

EAU DU SUD PARISIEN

Commune de Viry-Châtillon

Prise d'eau en Seine

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|-----------------|--------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| COMPTOIR D'ELECTRICITE FRANCO-BELGE (Société par Actions Simplifiée) Siège social : 5 avenue Jules Ferry 92240 MALAKOFF SIREN : 572 186 989 <i>Origine de Propriété</i> Origine antérieure à 1956 | AR | 15 | 9024 rue de Ris | S | 0 ha 27 a 79 | 0 ha 27 a 79 | |

EP_P1000004

4

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|---------------|--------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| DDMC (Société à Responsabilité Limitée) Siège social : 15 rue de Ris 91170 VIRY-CHATILLON SIREN : 332 948 405 <i>Ecrire à :</i> Mr DONCHERY François 15 rue de Ris 91170 VIRY-CHATILLON <i>Origine de Propriété</i> Acquisition, acte de Me MARTINEZ du 05/03/2001 Publié le 04/05/2001 - Vol. 2001 P n° 2923 | AR | 31 | 15 rue de Ris | S | 0 ha 07 a 19 | 0 ha 07 a 19 | |

EP 2004 n° 44

5

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|-----------------|--------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| FAYAT (Société Anonyme) Siège social : 137 rue du Palais Gallien 33000 BORDEAUX SIREN : 595 750 589 <i>Origine de Propriété</i> AR 1 • Règlement de copropriété par la SCI DROUOT INDUSTRIE, acte de Me CHARDON du 21/07/1975 Publié le 15/09/1975 - Vol. 2096 n° 12 56 lots numérotés de 1 à 56 • Acquisition, acte de Me HUEL du 06/03/2008 Publié le 28/03/2008 - Vol. 2008 P n° 2229 AR 11 - AR 12 Acquisition, acte de Me HEVEL du 06/03/2008 Publié le 28/03/2008 - Vol. 2008 P n° 2220 | AR | 1 | 9010 rue de Ris | S | 1 ha 35 a 83 | 1 ha 35 a 83 | |
| | AR | 11 | 9020 rue de Ris | S | 0 ha 66 a 06 | 0 ha 66 a 06 | |
| | AR | 12 | 9021 rue de Ris | S | 0 ha 83 a 47 | 0 ha 83 a 47 | |

EP 2004 n° 44

6

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|-----|----------------|--------|--------------|--------------------------|--------------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| HAB VIRY SEINE (Société Civile Immobilière) Siège social : 49 rue Condorcet 75009 PARIS SIREN : 490 975 604 <i>Origine de Propriété</i> Acquisition, acte de Me DUBREUIL du 04/09/2006 Publié le 06/10/2006 - Vol. 2006 P n° 6932 | AP | 159 | 3 rue de Seine | S | 0 ha 48 a 66 | 0 ha 48 a 66 | |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|-----------------|--------|--------------|--------------------------|--------------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| SCI BRAMART (Société Civile Immobilière) Siège social : 56 rue Henri Barbusse 91200 ATHIS MONS SIREN : 330 730 938 <i>Ecrire à :</i> Mr BRAVO Philippe <i>Origine de Propriété</i> Acquisition, acte de Me RAMEAU du 02/12/1986 Publié le 09/01/1987 - Vol. 1987 P n° 123 | AR | 13 | 9022 rue de Ris | S | 0 ha 11 a 66 | 0 ha 11 a 66 | |
| | AR | 32 | 17 rue de Ris | S | 0 ha 07 a 31 | 0 ha 07 a 31 | |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|-----------------|--------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| SCI VIRY GRIGNY (Société Civile Immobilière) Siège social : 36 avenue Hoche 75008 PARIS SIREN : 518 260 450 <i>Ecrire à :</i> Mme SPEZ Née COMTE Caroline 36 avenue Hoche 75008 PARIS <p style="text-align: center;"><i>Origine de Propriété</i></p> Acquisition, acte de Me BURTHER-MIQUE du 23/12/2009 Publié le 04/02/2010 - Vol. 2010 P n° 924 | AR | 10 | 9019 rue de Ris | S | 1 ha 93 a 14 | 1 ha 93 a 14 | |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|-----|----------------|--------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE GIVERDY (Société Civile Immobilière) Siège social : 3ter chemin du Haut des Brettes 91100 VILLABE SIREN : 443 950 621 <i>Ecrire à :</i> Mr VERTUT Eric 11 rue des Lilas 91270 VIGNEUX SUR SEINE <p style="text-align: center;"><i>Origine de Propriété</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Acquisition, acte de Me CHELLY du 28/01/2003 Publié le 21/03/2003 - Vol. 2003 P n° 2234 • Attestation rectificative de la formalité publiée ci-dessus, acte de Me CHELLY du 04/06/2003 Publié le 11/06/2003 - Vol. 2003 P n° 4220 | AP | 160 | 5 rue de Seine | S | 0 ha 17 a 80 | 0 ha 17 a 80 | |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|-----------------|--------|--------------|--------------------------|--------------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| S.N.C.F. Siège social : 34 rue du Commandant René Mouchotte 75014 PARIS SIREN : 552 049 447 S.N.C.F. Direction Financière Division Applications Fiscales 45 rue de Londres 75379 PARIS CEDEX 08 <p style="text-align: center;"><i>Origine de Propriété</i></p> Origine antérieure à 1956 | AR | 6 | 9015 rue de Ris | AB03 | 0 ha 19 a 21 | 0 ha 19 a 21 | |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|-----|-------------------------------|--------|--------------|--------------------------|--------------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| SNECMA (Société Anonyme) Siège social : 2 boulevard du Général Martial Valin 75724 PARIS CEDEX 15 SIREN : 414 815 217 <p style="text-align: center;"><i>Origine de Propriété</i></p> Traité d'apport partiel, acte de Me ARSOUZE du 31/10/2006 Publié le 20/02/2007 - Vol. 2007 P n° 1296 | AW | 129 | 9014 avenue des Bas Chaumiers | E01 | 2 ha 62 a 55 | 2 ha 62 a 55 | |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|-------------------------------|--------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| <p>LES COPROPRIETAIRES RUE DE RIS A VIRY 19 avenue de Messine 75008 PARIS</p> <p style="text-align: right;"><i>Propriétaire</i></p> <p>SCI CARNOT CMB (Société Civile Immobilière) Siège social : 6 boulevard de la Libération 93200 SAINT DENIS</p> <p style="text-align: right;"><i>Syndic de copropriété</i></p> <p style="text-align: center;"><i>Origine de Propriété</i></p> <p>• Etat descriptif de division et règlement de copropriété par la SCI de RIS RMB, acte de Me LE BERRE du 31/01/1991 Publié le 06/02/1991 - Vol. 1991 P n° 773 Division en 188 lots numérotés de 1 à 188</p> | AP | 60 | 9010 VC quai Alexandre Bouton | S | 0 ha 03 a 97 | 0 ha 03 a 97 | |
| | AP | 61 | 9011 VC quai Alexandre Bouton | S | 0 ha 07 a 56 | 0 ha 07 a 56 | |
| | AP | 62 | 9012 VC quai Alexandre Bouton | S | 0 ha 24 a 00 | 0 ha 24 a 00 | |
| | AP | 63 | 9010 rue de Ris | S | 0 ha 05 a 74 | 0 ha 05 a 74 | |
| | AP | 64 | 9011 rue de Ris | S | 0 ha 05 a 53 | 0 ha 05 a 53 | |
| | AP | 65 | 9012 rue de Ris | S | 0 ha 11 a 17 | 0 ha 11 a 17 | |
| | AP | 66 | 9013 VC quai Alexandre Bouton | S | 0 ha 03 a 99 | 0 ha 03 a 99 | |
| | AP | 88 | 2 rue de Ris | S | 0 ha 43 a 05 | 0 ha 43 a 05 | |
| | AP | 91 | VC quai Alexandre Bouton | S | 0 ha 07 a 20 | 0 ha 07 a 20 | |
| | AR | 8 | 9017 rue de Ris | AG02 | 0 ha 49 a 54 | 0 ha 49 a 54 | |

1/2

EP_Paris_m... 4

13

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|----------|--------|---------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| <p>• Dépôt de pièces et additif au règlement de copropriété Vol. 1991 P n° 773 et des ventes Vol. 1991 P n° 2320 et Vol. 1991 P n° 781, acte de Me LE BERRE du 27/06/1991 Publié le 31/07/1991 - Vol. 1991 P n° 4977</p> <p>AP 60 - AP 61 - AP 62 - AP 63 - AP 64 - AP 65 - AP 66 AP 91 Acquisition, acte de Me LANCELIN du 16/11/1989 Publié le 28/11/1989 - Vol. 1989 P n° 7602</p> <p>AP 88 Acquisition, acte de Me LANCELIN du 16/11/1989 Publié le 28/11/1989 - Vol. 1989 P n° 7601</p> <p>AR 8 Acquisition, acte de Me LE BERRE du 16/11/1989 Publié le 01/12/1989 - Vol. 1989 P n° 7703</p> | | | | | | | |

2/2

EP_Paris_m... 4

14

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|-------------------|--------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| Mr CASES Xavier Bruno Célibataire Né le 26/09/1970 à (93) Livry Gargan Mme SELLIER Mathilde Célibataire Née le 01/02/1977 à (89) Tonnerre 1 VC quai de Châtillon 91170 VIRY-CHATILLON <p style="text-align: center;"><i>Origine de Propriété</i></p> Acquisition, acte de Me PERINELLI du 21/10/2005 Publié le 06/12/2005 - Vol. 2005 P n° 9139 (chacun pour moitié indivise) | AP | 70 | 9010 rue de Seine | S | 0 ha 00 a 93 | 0 ha 00 a 93 | |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|----------------|--------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| Mr FODIL Kamel Célibataire Né le 20/03/1966 en Algérie 1 rue de Seine 91170 VIRY-CHATILLON <p style="text-align: center;"><i>Origine de Propriété</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Acquisition, acte de Me PERINELLI du 12/11/2002 Publié le 07/01/2003 - Vol. 2003 P n° 62 • Attestation rectificative de la formalité publiée ci-dessus, acte de Me SAINT PAUL du 24/03/2003 Publié le 31/03/2003 - Vol. 2003 P n° 2474 | AP | 87 | 1 rue de Seine | S | 0 ha 21 a 46 | 0 ha 21 a 46 | |

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|-----------------|--------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| <p>Mr LACHAUD André Pierre Epoux SERGENT Hélène Né le 16/06/1939 à (91) Athis Mons</p> <p>Mme LACHAUD André Pierre Née SERGENT Hélène le 04/10/1948 à</p> <p>Domaine de Tartegout Tartegout Est 41220 LA FERTE SAINT CYR</p> <p style="text-align: center;"><i>Origine de Propriété</i></p> <p>Propre à Monsieur Adjudication, acte du Tribunal de Grande Instance d'Evry du 03/06/1980 Publié le 02/10 et le 19/11/1980 - Vol. 4288 n° 10</p> <p>Communauté Changement de régime matrimonial (adoption de la communauté universelle), acte du 01/04/1987 Publié le 06/05 et le 19/07/1988 - Vol. 1988 P n° 3121</p> | AR | 4 | 9013 rue de Ris | S | 0 ha 25 a 76 | 0 ha 25 a 76 | |

17

17

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|--|-------------------------|----|-------------------------------|--------|--------------|-----------------------|-----------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| <p>Mr MEUNIER Didier Armand Epoux GROSSET Marie-France Né le 16/05/1942 à (94) Argenteuil</p> <p>Mme MEUNIER Didier Armand Née GROSSET Marie-France le 24/02/1944 à (78) Versailles</p> <p>1 VC quai Alexandre Bouton 91170 VIRY-CHATILLON</p> <p style="text-align: center;"><i>Usufruitiers</i></p> <p>Mme POTTER Simon Née MEUNIER Marion le 23/03/1973 à (78) Versailles 88 Swanwick SOUTHAMPTON FO317 HF Royaume-Uni</p> <p style="text-align: center;"><i>Nue-propriétaire</i></p> | AP | 67 | 9014 VC quai Alexandre Bouton | S | 0 ha 08 a 54 | 0 ha 08 a 54 | |

1/2

18

18

SAFEGE

| IDENTITE DES PROPRIETAIRES | INDICATIONS CADASTRALES | | | | | SITUATION | |
|---|-------------------------|----|----------|--------|---------|--------------------------|--------------------------|
| | Section | N° | Lieu-dit | Nature | Surface | Périmètre rapproché A | Périmètre rapproché B |
| <p><i>Origine de Propriété</i></p> <p>Communauté MEUNIER/GROSSET Acquisition, acte de Me COURTY du 13/04/1983 Publié le 07/06/1983 - Vol. 5402 n° 6</p> <p>Totalité Donation, acte de Me HALATRE du 31/08/2009 Publié le 09/10/2009 - Vol. 2009 P n° 5776</p> | | | | | | | |

2/2